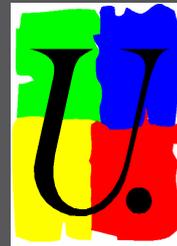


Le service public est NOTRE richesse !



Depuis plusieurs années le service public subit des attaques d'une gravité extrême. Le R de « Réforme » devient synonyme de régression, de recul, pour les missions, pour les personnels, mais aussi pour les usagers.

La profonde déstabilisation du service public par le « tout marché », les vagues successives de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) et de Réforme de l'administration territoriale de l'Etat (RÉATE), font de la compétition et de la concurrence les clefs de voûte du management des hommes et des femmes, comme des budgets. Année après année, ces actes de suppression d'emplois, de missions et de crédits publics, à coup de critères de gestion technocratiques, se révèlent incompatibles avec le développement humain durable, y compris avec la réalisation concrète des engagements des Grenelle Environnement et Mer.

Le bilan des dizaines de milliers de suppressions d'emplois de fonctionnaires ne suffit pas au gouvernement. Il annonce fièrement en direction des milieux financiers, de la Commission européenne et du FMI, sa volonté de supprimer encore 100 000 emplois d'ici 2013. De 2009 à 2010, la seule RGPP a supprimé 2400 emplois au ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL). Avec plusieurs milliers d'autres réductions résultant du non remplacement de départs en retraite ou des effectifs cibles à atteindre (particulièrement dans les DDT/M)... Et cela doit s'amplifier : si on ne les arrête pas, la norme RGPP 2 est de 5100 suppressions d'emplois de 2011 à 2013 pour le ministère, sans aucune justification technique.

La théorie du « redéploiement » ne fait plus rire personne. Ainsi, la notion « d'emplois Grenelle » a disparu du budget 2011 sans explication ! Et comme les autres services, tous les établissements publics doivent désormais « faire » 10 % d'économies et réduire leurs effectifs, indépendamment des missions, et des lois Grenelle 1 et 2.

L'indécence des présentations mensongères des pub RGPP ne gêne pas le pouvoir. Ouverture à la concurrence généralisée de l'électricité (y compris production nucléaire) et du gaz, pour le bien théorique des consommateurs ! Et sous l'appellation de « réglementation du transport ferré », ouverture à la concurrence de tous les types de transports ferrés, marchandises et aussi voyageurs (grandes lignes et trains régionaux).

Le vocabulaire « optimisation, mutualisation, rationalisation, performance » ne trompe plus. Les conséquences pratiques de ce type de management font souffrir, dégradent les conditions de travail, alourdissent les charges mentales, allongent les amplitudes horaires comme les trajets, et détériorent les conditions de vie de beaucoup d'agents.

CGT et FSU veulent un service public de l'Etat au plus près des usagers, ancré dans tous les territoires, au service des populations, des collectivités territoriales et de l'intérêt général. Un service public respectueux de l'avis des citoyens, de ses agents et garant de l'égalité des citoyens, des solidarités sociales, comme de la protection de l'environnement. Et nous refusons la main mise croissante des préfets sur la « technique » et les services publics, sur ordre de coups politiques joués par des cabinets ministériels souvent

liés aux milieux d'affaires, à l'opposé du pacte républicain.

Nous tenons à promouvoir un grand ministère technique, fort de l'ingénierie publique, avec les compétences adaptées au développement humain durable. La vie ne s'arrête pas aux chefs lieux de région, nous voulons une ligne hiérarchique et technique intégrant les services départementaux et leurs implantations territoriales.

Notre pouvoir d'achat est en chute libre. La pression du chômage avec officiellement près de 10 % de salariés privés d'emploi et celle de millions de travailleurs pauvres et précaires sont cyniquement utilisées par les champions du CAC 40 pour culpabiliser les agents publics dans leur défense des rémunérations statutaires. La politique des rémunérations de la Fonction publique consiste à financer toute amélioration par des suppressions d'emplois, à distribuer des primes toujours plus individualisées et variables, à cacher la misère de l'immense majorité des traitements indiciaires et la lenteur des avancements de carrières.

Nous revendiquons clairement une revalorisation du point d'indice, la reconstruction des grilles statutaires de rémunération en reconnaissant les qualifications et les compétences, comme les progressions de carrières tout au long de la vie professionnelle. Les primes à la tête du client, la non reconnaissance des qualifications, les blocages de carrières, l'écart entre le dernier salaire et le niveau des pensions : cela suffit !

Pour faire avancer nos revendications quotidiennes, comme celles relatives à l'avenir même de nos missions et donc de nos services, il faut rompre avec les politiques de RGPP et RéATE, de

privatisation des missions publiques, de mise en concurrence et de compétition, de recul des solidarités et de réduction des finances publiques.

Pour autant, nos syndicats n'ont pas de vision idéalisée du service public qui aurait jadis parfaitement fonctionné. En effet un certain nombre de contradictions inhérentes aux notions de pouvoir hiérarchique, d'intérêt du service, n'ont pas permis dans tous les cas l'expression et l'épanouissement des personnels. Ni non plus, dans tous les domaines, l'exercice des compétences au service de l'intérêt général, la prise en compte des besoins des usagers ou celle de la bonne réalisation des missions à accomplir. Mais nous n'entendons pas « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Parce que la place et le rôle des services publics constituent bien des enjeux de société, et relèvent de choix politiques, nous participons aux initiatives nationales et locales du type « *Convergence pour les services publics* » ou « *Le service public est notre richesse* ». A cet égard, sans polémique, nous regrettons l'écart qu'il y a entre les discours de certains syndicats et la réalité de leurs pratiques de compromis avec l'administration (pour favoriser une catégorie particulière d'agents). Nous nous méfions du « corporatisme » et regrettons « l'accompagnement » de décisions de l'administration, lorsque les conditions du dialogue social ne sont pas réunies alors qu'il s'agit au contraire de se rassembler pour dire non et obtenir de réels progrès.

Ainsi les syndiqué(e)s CGT et FSU, leurs élu(e)s aux instances paritaires, leurs militants dans tous les services s'engagent à unir et rassembler les personnels pour faire face aux attaques et défendre le service public, notre richesse commune.

Montreuil, le 21 mars 2011

*Les organisations syndicales CGT et FSU
du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement*